**Cas pratiques pour le droit au logement au Cameroun**

Depuis 2013, sous le prétexte d’une meilleure urbanisation, les populations de la ville de Yaoundé subissent de nombreux cas de déguerpissements anarchiques. Le Réseau National des Habitants (RNH), OSC membre de la Plate-forme DESC s’est mis à côté des populations pour la défense de leur Droit au logement qui fait partie du Droit au Développement.

Des outils ont été développés dans ce sens qui mérite d’être partagés. Il s’agit entre autres, de deux processus qui ont influencé les politiques gouvernementales sur la question des déguerpissements:

**N0 1 : Les cartes participatives**

Il s'agit pour la communauté menacée de produire une carte géographique qui fait ressortir les informations socio-économique de leur zone et qui permet de se projeter sur les éventuels dégâts sociaux que peuvent causer une action de déguerpissement de cette zone.

**Cas pratiques** : Les quartiers Nkolbisson et Emana et Emana étaient menacés de déguerpissement. Ils se sont fait accompagner Par le RNH. Ces populations ont élaboré leur carte géographique et présenté tous les dégâts auxquels devaient les exposer une telle opération. Les cartes ont été présentées aux autorités administratives et traditionnelles. Cette présentation a été relayée par les médias.

**Résultat** : le Chef de l'Etat a sorti une note instruisant la mise en place d'une commission de médiation pour réparer les préjudices créés par les velléités d’accaparement de ces populations par des particuliers et des sociétés pour la plupart étrangères.

**N0 2 : Campagne zéro éviction**

C’est en réalité une vaste activité qui se déroule par les communautés menacées d'éviction ou présumées menacées qu’accompagnent les OSC. Elle consisté à mobiliser les habitants autours des outils de plaidoyer que sont la signature des Pétitions contre les déguerpissements et la signature du mémorandum  pour le droit au logement pour tous.

**Cas pratique** : la présentation de ce processus lors de la journée mondiale de l'habitat, édition 2016, en présence des autorités, a permis de créer un cadre de discussion communauté-gouvernement sur la question des casse.

**Résultat** : Arrêt des casses dans certains quartiers où cela avait déjà été annoncé.

Présenté par

**Elise Pierrette MEMONG MENO Epse MPOUNG**

**Cameroun**